

Dragage maritime du sable Aziz Rabbah au cœur d'un scandale écologique ?



Aziz Rabbah se trouve de nouveau au centre d'une polémique. Le ministre de l'équipement, du transport et de la logistique s'apprête à lancer un appel d'offres pour l'exploitation de quatre nouveaux sites de dragage du sable de la mer en janvier 2014. Il s'agit notamment des villes de Tanger, Casablanca et Essaouira. Mais ce qui devait être un simple appel d'offres se transforme en un vrai scan-

dale écologique et financier. En tout cas, c'est l'avis de Adil Benhamza, député istiqlal à la première Chambre. «*Nous nous demandons si une étude d'impact a été préalablement réalisée concernant les répercussions sur les écosystèmes dans les quatre nouveaux sites surtout que les activités du dragage du sable sont connues pour leur impact négatif sur l'environnement*», dit-il. ■



Aziz Rabbah au cœur d'un scandale écologique ?

Aziz Rabbah se trouve de nouveau au centre d'une polémique. Le ministre de l'équipement, du transport et de la logistique s'apprête à lancer un appel d'offres pour l'exploitation de quatre nouveaux sites de dragage du sable de la mer en janvier 2014. Il s'agit notamment des villes de Tanger, Casablanca et Essaouira.

Mais ce qui devait être un simple appel d'offres se transforme en un vrai scandale écologique et financier. En tout cas, c'est l'avis de Adil Benhamza, député Istiqlal à la première Chambre. «*Nous nous demandons si une étude d'impact a été préalablement réalisée concernant les répercussions sur les écosystèmes dans les quatre nouveaux sites surtout que les activités*

du dragage du sable sont connues pour leur impact négatif sur l'environnement», dit-il. Le parlementaire qui crie au scandale, a même adressé des courriers à plusieurs ministères pour attirer leur attention. «*Les carrières de sable ont suffisamment de réserves pour satisfaire la demande du marché national pour plusieurs décennies. De ce fait, le recours au dragage du sable de la mer reste injustifié*», ajoute Benhamza. Et de poursuivre : «*Nous nous interrogeons sur les réelles motivations du ministère de l'équipement et du transport à accélérer le processus du lancement des appels d'offres à un moment où les critiques concernant le dragage maritime s'intensifient*».